

Côte d'Ivoire : Analyse d'une crise post-électorale

Par Ouat Nagninta

www.contrepointphilosophique.ch

Rubrique Politique

15 janvier 2012

Résumé

La Côte d'Ivoire véritablement n'en finit pas avec les crises. Ses vieux démons des années 1990 la suivent toujours pour la plonger dans une crise post-électorale la plus dramatique et tragique de son histoire. Cette crise qui laisse des blessures béantes au pays s'achève peu à peu pour laisser la place à une autre crise qui elle devra permettre au pays de panser ses blessures en vue de lui offrir des lendemains meilleurs. A cet effet sachons que même si la tempête semble être passée on attend toujours de voir le beau temps se lever sur la Côte d'Ivoire.

PLAN

INTRODUCTION	
PREMIERE PHASE : DES NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES	
DEUXIEME PHASE : SUR L'HECATOMBE PLUS OU MOINS EVITEE	
TROISIEME PHASE : DE LA CRISE POST-ELECTORALE A LA CRISE DE RECONSTRUCTION	
CONCLUSION	
NOTES	

Après un premier tour d'élection présidentielle satisfaisant dans son ensemble, la Côte d'Ivoire entame un second tour dont la virulence des campagnes électorales finira par infecter la suite du processus électoral et aboutir à une crise post-électorale sans précédent. De là naît une psychose quant au risque de plus en plus croissant pour le pays de sombrer dans un chaos dont il ne pourra sortir. Le problème ivoirien interpellant l'ensemble des organisations régionales et internationales attire les regards de tous quant à non seulement la recherche de la vérité sur ce qui s'y passe mais également sur les voies et moyens de sortie de crise.

Une attention particulière est de mise quant à la compréhension de la crise ivoirienne d'autant plus qu'elle est très complexe. Il s'agit de rechercher les faits et non donner raison à l'un des deux camps en conflit tout en vérifiant ce que chacun d'eux argumente.

Dans ce cas que se passe-t-il en Côte d'Ivoire depuis le lendemain du second tour de l'élection présidentielle jusqu'à ce jour ? Et, quelles en sont les causes et les conséquences ? Cette ambivalence du problème nous permet de nous imprégner efficacement de la crise ivoirienne pour en saisir les enjeux ; chose que nous ferons sans aucune teinte partisane mais plutôt avec pour ligne de conduite l'objectivité et la vérité afin d'aider le pays à sortir de la crise. Penser la Côte d'Ivoire pour panser la Côte d'Ivoire et l'Afrique, tel est notre objectif.

PREMIERE PHASE : DES NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES

D'entrée de jeu, il convient d'avouer que notre objectif n'est pas de présenter une chronique rigoureuse et parfaite des événements de la crise post-électorale ivoirienne mais bien d'analyser la crise tout en présentant quelques faits importants qui la caractérise.

Pour en venir au vif du sujet, rappelons que le second tour de l'élection présidentielle est soldé par deux résultats contradictoires. Le premier proclamé par Youssouf Bakayoko, président de la Commission Electorale Indépendante au quartier général de Alassane Ouattara candidat issu de l'opposition, qui donne ce dernier vainqueur avec un peu plus de 54% des voix ; et qui sera sujet à controverse quant à la validité juridique et éthique de la proclamation de tels résultats. Cela est d'autant plus justifié dans la mesure que non seulement ces résultats n'ont pas été détaillés comme ceux du premier tour mais ils interviennent également dans des circonstances plus ou moins douteuses comme par exemple le fait qu'il soit seul à proclamer les résultats. Le second résultat lui proclamé par le président du Conseil Constitutionnel Paul Yao N'Dré est en rupture avec celui de Youssouf Bakayoko. En effet, sur la base de requêtes posées auprès de lui par la LMP¹ sur la base de fraudes massives et de violences orchestrées par des sympathisants et représentants RHDP sur les leurs et, sur ses propres enquêtes et analyses le Conseil Constitutionnel décide de supprimer les résultats de sept départements du nord et du centre du pays pourtant acquis à la cause du RHDP². Par la suite, le Conseil Constitutionnel livre le verdict selon lequel le candidat proclamé élu à l'élection présidentielle est celui issu de la LMP à savoir Laurent Gbagbo, le président sortant, sans toutefois détailler les résultats. Là encore naît un débat juridique sur le fondement des requêtes de la LMP et sur le pouvoir du Conseil Constitutionnel d'agir de la sorte puisque l'ONU qui a un mandat de certification des résultats, par la voix de son représentant dans le pays J. Y. Choï, certifie ceux donnés par Youssouf Bakayoko et fait remarquer que même si l'on prend en compte les annulations opérées par le Conseil Constitutionnel le vainqueur demeure Alassane Ouattara ; ajouter à cela le désaccord sur le taux de participation à l'élection qui pour le premier est supérieur à celui du second.

La cérémonie d'investiture de Laurent Gbagbo provoque le gourou de son adversaire à l'élection, Alassane Ouattara qui interpelle tout le monde à regarder la confiscation de pouvoir qui s'opère selon lui dans le pays. C'est le début des négociations diplomatiques qui demandent le départ rapide du pouvoir de Gbagbo. En effet, ces négociations interviennent aussitôt l'appel lancé dans la mesure que or mis l' ONU , l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis, le Canada, la CEDEAO, et un peu plus tard après la venue d'un panel de cinq Chefs d'Etat l'Union Africaine, disent Alassane Ouattara être le président élu.

Bref c'est le combat d'un homme qui dit avoir gagné les élections présidentielles, d'autant plus que c'est le conseil constitutionnel qui l'a dit, et qui se maintient au pouvoir avec acharnement tout en ayant pour sel allié officiel l'Angola face à son adversaire qui lui aussi dit avoir gagné les élections et qui à son tour est soutenu par l'ensemble des organisations

régionales et internationales qui s'intéressent à cette crise. Laurent Gbagbo lui tente le tout pour le tout et joue plusieurs cartes, pour gagner la sympathie de ses compatriotes et de ceux qui ce sont jusque là abstenus, dont celle de la « françafrique ». Il dénonce un complot français pour installer un « sous-préfet » en Côte d'Ivoire. Outre, cela il joue la carte religieuse à travers de soit disant signes divins observés ici et là sur le pays pour faire croire à ses partisans et sympathisants que le combat, la lutte qu'ils mènent est juste ; ajouter à cela la carte de la haine de Alassane Ouattara enclenchée depuis les campagnes présidentielles et qui présente ce dernier en tant que le père de la rébellion armée de septembre 2002 qui a vu la scission du pays.

Laurent Gbagbo alias le boulanger de Mama³ on le sent veut prendre son adversaire politique à l'usure, raison pour laquelle il préconise le dialogue pour sortir de cette crise jusqu'au moment du ras-le-bol de son adversaire qui décide de la fin des négociations qui jusque là ont échoué pour faire place à l'option militaire pour déloger Gbagbo du pouvoir qu'il usurpe depuis quelques mois selon lui. Cette option militaire s'appuie essentiellement sur les Forces Nouvelles qui tiennent jusque là le nord du pays depuis les événements de 2002 et sera dirigée par leur secrétaire général Soro Guillaume qui, premier ministre de Gbagbo de 2007 à décembre 2010 des suites de l'Accord Politique de Ouagadougou⁴ sera reconduit par Alassane Ouattara en qualité de premier ministre et ministre de la défense et qui rappelons le au passage a jusque là préconiser l'option militaire comme seule voie pour faire partir Gbagbo. Le sachant trompeur et doubleur c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il demande à un moment donné l'arrivée de l'ecomog⁵, ce qui lui est refusé officiellement plus tard.

Fort heureusement pour lui sa volonté prend forme dans la réalité car le dossier militaire est sur la table.

DEUXIEME PHASE : SUR L'HECATOMBE PLUS OU MOINS EVITEE

Revenons un temps soi peu sur nos pas pour rappeler que la crise post-électorale ivoirienne a prit une tournure chaotique avec la création d'un gouvernement dans chaque camps. En effet, juste après les prestations de serment des belligérants, l'un dans le respect du rituel habituel et l'autre par écrit depuis son quartier général du Golf hôtel, chacun d'eux mis sur pied son gouvernement. Celui de Gbagbo ayant l'effectivité du pouvoir dans la mesure qu'il paye les salaires, contrôle l'ensemble des points et secteurs stratégiques du pays et ce malgré l'embargo économique européen, le scandale financier qui a vu la fermeture de la banque centrale et quelques banques financières dont les plus importantes du pays et, le non contrôle de partie du pays sous l'autorité des Forces Nouvelles. En ce qui concerne celui de Ouattara il ne bénéficie que d'une audience diplomatique et, contrôle la partie du pays aux mains des FN ;en réalité il est passif et fait plus de bruits qu'il ne réagit. C'est un gouvernement fictif. Ne voulant plus faire perdurer cette situation, Alassane Ouattara met sur pied les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) composés essentiellement des Forces Nouvelles et des ralliements de quelques militaires issus des rangs des Forces de Défense et de Sécurité, l'armée régulière du pays, en vu selon lui de libérer les populations qui souffrent de cette crise. Là rentre à nouveau en scène Charles Blé Goudé, leader des « jeunes patriotes » qui, en sa qualité de spécialiste des rassemblements populaires, lors d'un grand meeting met fin à la résistance aux mains nues pour laisser place à la résistance armée. Il demande aux « jeunes patriotes » de se faire enrôler dans l'armée afin de défendre la dignité de la mère patrie et le pouvoir de leur parrain Laurent Gbagbo. L'appel est compris et suivi en masse par ces jeunes

qui gonflent le rang des mercenaires et miliciens lourdement armés et regroupés essentiellement à Abidjan et qui généralement sont proches du camp Gbagbo.

Des exactions commises de part et d'autre s'amplifient avec la prise de contrôle de la commune d'Abobo (Abidjan) dite pro Ouattara par des éléments des Forces Nouvelles.

En fin de compte, le lundi 28 mars 2011 les FRCI lancent l'assaut final qu'elles appellent « la conquête d'Abidjan ». La ligne tampon est rompue et les FRCI vont à la conquête des villes les unes après les autres ;celles-ci le sont sans de grands efforts d'autant plus que les forces régulières présentent généralement un refus de combattre. Tout semble aller pour le mieux jusqu'au 31 mars. Les FRCI en ce jour sont aux portes d'Abidjan et ont le contrôle de toutes les autres villes du pays. L'objectif leur semble atteint quand à leur grande surprise elles font face à des hommes en arme déterminés et beaucoup plus armés qu'elles. La conquête d'Abidjan est plus longue qu'on le croyait et prend une tournure des plus sanglantes. Les populations terrées chez elles sont gagnées par la peur, l'angoisse, la faim et la situation devient plus dramatique quand ces dernières se trouvent à proximité des points de combat dont le palais présidentiel, la résidence présidentielle, les camps commando de la ville.

Face à des hommes bien et lourdement armés, qui ont une connaissance plus ou moins claire de l'art de la guerre et qui défendent sans relâche leurs positions, l'on retrouve des éléments des FRCI aussi désordonnés qu'indisciplinés que la situation dans laquelle se trouve le pays depuis le second tour des élections. Ils présentent de grandes lacunes en stratégies militaires et, cet échec est payé du prix fort par la perte d'un grand nombre d'éléments dans leurs rangs. Pendant ce temps, les populations elles sont victimes de pillages planifiés par, dans la majorité des cas, des éléments armés qui faisaient la loi à Abobo ; ajouter à eux les voleurs et braqueurs profitant de la situation pour sévir. Vu le déséquilibre d'armement militaire, la mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et la force française d'interposition (force Licorne) accordant une suite favorable aux appels de Guillaume Soro détruisent à plusieurs reprises, et ce dans leur droit, l'armement lourd utilisé par les soldats pro Gbagbo en vue selon eux de protéger les populations civiles.

Le 11 avril 2011, aux alentours de 13 heures des suites de bombardements aériens orchestrés par la force Licorne et l'ONUCI qui ont duré toute la nuit en représailles selon ces derniers à une attaque du siège de l'ONUCI et de l'hôtel du Golf par des soldats pro Gbagbo, Laurent Gbagbo est arrêté et mis hors d'état de nuire. Cette arrestation intervenant dans des conditions calamiteuses, présente des images d'un chef d'Etat humilié qui semble ne pas être conscient de la gravité de la situation dont il est l'un des principaux responsables et dans laquelle le pays se trouve ou même du chaos auquel il exposait le pays si la situation perdurait.

Le jour de cette arrestation est le plus grand jour de la division des Ivoiriens dans la mesure que les uns qui sont pro Ouattara sont en joie, jubilent et sont fiers de leur victoire si longtemps attendue, les autres, pro Gbagbo en ce qui les concerne, sont déçus, attristés, pleurent même à chaudes larmes parce que voyant leur rêve brisé ; ils finissent par être gagnés par la haine et le désir de vengeance.

Une tentative de réconciliation et d'union s'impose dès lors au nouveau gouvernement qui vient de s'installer, chose qui sera décisive dans la remise sur les rails de la mère patrie.

TROISIEME PHASE : DE LA CRISE POST-ELECTORALE A LA CRISE DE RECONSTRUCTION

Nous sommes progressivement, si ce n'est déjà le cas, sur le point de sortir de la crise post-électorale ivoirienne mais, cette crise dans son achèvement a pour conséquence directe et naturelle l'apparition d'une autre crise. Il s'agit en l'occurrence de ce que nous appelons la crise de reconstruction. L'usage du mot reconstruction ici est bien plus profond qu'on ne le croit et laisse cours à un champ d'action aussi vaste que varié. Il faut non pas refonder mais bien reconstruire en s'appuyant sur les fondements existants dans le pays. La crise de reconstruction peut-être divisée en trois parties principales qui à notre sens regroupent le mieux les enjeux auxquels le pays devra faire face dans les prochaines années. L'on peut présenter à cet effet la première partie intitulée « Comment gérer l'après Gbagbo ? ». En ce qui concerne la deuxième partie l'on peut parler de « Comment réconcilier les Ivoiriens ? ». Et pour finir, la troisième partie quant à elle consistera à savoir « Comment amorcer le développement du pays ? »

De prime à bord, l'urgent dans le pays est de gérer l'après Gbagbo ; entendons par là les mesures immédiates qui doivent être prises par le nouveau gouvernement pour bien relancer le pays. En effet, ce ne sera pas chose facile déjà à ce niveau et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous observons ce gouvernement avec beaucoup d'inquiétudes tant les risques de son échec sont grands mais, nous y reviendrons plus bas. Le gouvernement devra faire face en résolvant sérieusement et efficacement et non de façon superficielle, de peur que l'on ne revive une telle situation, la question du démantèlement des milices et mercenaires ; la question des éléments des Forces Nouvelles plus militaires et grands soldats que jamais ; le gouvernement devra gagner petit à petit la confiance et le soutien de l'armée régulière (FDS) ; favoriser la reprise des activités économiques et sociales dans le pays et qui suscitera de grands sacrifices économiques de la part du gouvernement ; la question de la réorganisation des armées pour l'obtention d'une solide armée républicaine et de son déploiement sur toute l'étendue du territoire. Tels sont là quelques éléments des plus importants qui pullulent la gestion de l'après Gbagbo.

Secundo, parlant de la réconciliation des Ivoiriens, le gouvernement y semble véritablement intéresser et très soucieux d'autant plus que si cela est mal fait ou ne l'est pas du tout, le gouvernement perdra toute crédibilité et essuiera de nombreuses tentatives de renversement. Il y aura beaucoup d'hypocrisie, chose plus ou moins propre à l'homme, mais le gouvernement devra œuvrer corps et âme pour éviter qu'elle ne nous rattrape plus tard mais plutôt qu'elle finisse par devenir sincère. Notons que la réconciliation est certes surtout inter-ivoirienne mais elle concerne également les étrangers vivant sur le territoire surtout ceux de la CEDEAO qui ont eux aussi payé d'un lourd tribut la crise post-électorale. A cet effet, il est opportun de faire la lumière sur les événements tragiques de septembre 2002 à avril 2011 afin de condamner les coupables et responsables surtout en ne négligeant pas les exactions faites par les Forces Nouvelles. Cela aura pour corollaire de blanchir des accusations portées à son encontre par Laurent Gbagbo et son entourage si celles-ci sont fausses et corroborer ses affirmations de n'être ni de près ni de loin l'initiateur de la rébellion armée de septembre 2002. Cette phase sera celle qui permettra de juger de la moralité du président et qui franchise haut les mains fera de lui l'un des hommes les plus respectés du pays.

En troisième lieu et dernière partie de la crise de reconstruction se pose la relance du développement économique du pays. A cet effet, nous n'avons pas grandes choses à dire d'autant plus que le gouvernement a un projet alléchant et prometteur allant dans ce sens qui

est inscrit en lettre d'or dans le programme de gouvernement du président depuis les campagnes électorales. Nous mettrons plutôt l'accent sur la discipline comme condition sine qua non sachant que « la paix est l'indispensable à tout développement » comme le disait Houphouët Boigny, premier président du pays. Discipliner les Ivoiriens tout en commençant par le gouvernement lui-même qui doit donner l'exemple, tel devra être le coup de sifflet du départ de la course au développement du pays.

Scellons nos propos par des notes d'espoir pour dire que la crise post-électorale ivoirienne qui a fait sombrer encore plus un pays déjà mal en point fort heureusement a été gérée pas aussi bien qu'on pourrait le croire certes mais tout de même en évitant au pays une guerre dans l'immédiat et par là un trop grand massacre de personnes civiles même s'il est important de noter quelques cas graves de violation de droit de l'homme et de droit internationale humanitaire et, de massacres de personnes dans le pays surtout dans l'ouest.

La crise de reconstruction à laquelle l'on fait face maintenant et ce durant de nombreuses années à venir avec les capacités intellectuelles et les réalités sociologiques des Ivoiriens peut être, avec de la bonne volonté et de l'honnêteté, bien gérée et laisser par là même loin derrière nous cette partie sombre de l'histoire du pays.

Tous unis, aidons la Côte d'Ivoire à regagner son lustre d'en temps et même à le dépasser.

NOTES

¹ La Majorité Présidentielle regroupant plusieurs partis politiques dont le plus important est le Front Populaire Ivoirien (FPI).

² Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix est une coalition de partis politiques de l'opposition que sont le PDCI-RDA, le RDR, le MFA et l'UDPCI.

³ Village natal de Laurent Gbagbo.

⁴ APO ou le dialogue direct entre Laurent Gbagbo et Guillaume Soro à Ouagadougou pour mettre fin à la guerre et ce sous le regard témoin de Blaise Compaoré.

⁵ Nom de l'armée de la CEDEAO comme l'on peut parler de casque bleu pour celle de l'ONU.

© Ouat Nagninta

www.contrepointphilosophique.ch

Rubrique Politique

15 janvier 2012